



13 MAI 2024

EUROPE INFO HEBDO



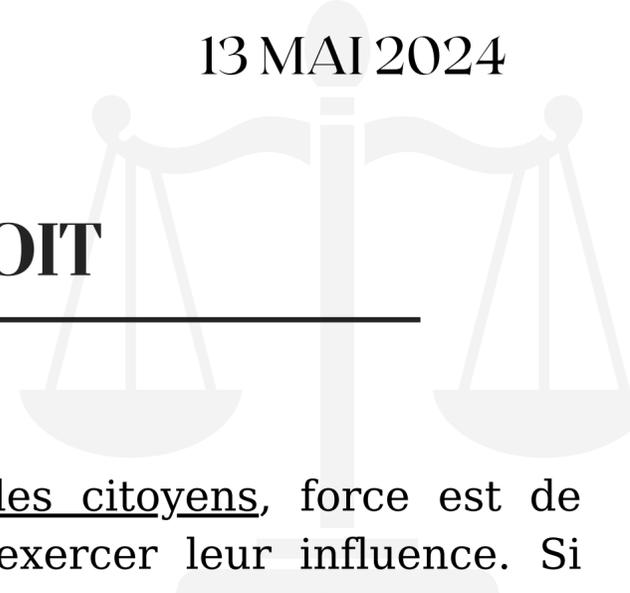
ESPIONNAGE, ALLIANCES À DROITE ET GEL DES AVOIRS RUSSES.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ESPIONNAGE, INFLUENCE,

WHAT WERE THEY WEARING?

Si ce qui se passe au Parlement européen n'intéresse pas les citoyens, force est de constater que d'autres aiment en tirer des informations et exercer leur influence. Si l'affaire du Qatargate pouvait sembler anecdotique - qu'auraient donc bien pu faire de plus les personnalités impliquées que minimiser les violations des droits fondamentaux de cet émirat -, si l'exposition au grand jour des positions de l'eurodéputée russophone de Lettonie ne surprend pas, plus inquiétant est le fait qu'elle transmette des informations au FSB.

- Le parquet fédéral allemand a annoncé des perquisitions, mardi 7 mai 2024, dans les locaux de l'eurodéputé de l'AfD Maximilian Krah au Parlement européen.
 - Un de ses assistants est soupçonné d'espionnage au profit de la Chine.
 - La tête de liste du parti d'extrême droite allemande, pour le scrutin du 9 juin, n'est pas visé par ces accusations.
 - La perquisition de ses bureaux bruxellois, sous supervision du parquet belge, ne le concerne que comme témoin.
- Lundi 6 mai 2024, la tête de liste du parti Les Républicains aux élections européennes, François-Xavier Bellamy, annonce avoir fait l'objet d'une tentative d'espionnage en provenance de Chine.
 - En France la question commence à inquiéter sérieusement.
 - D'autres parlementaires ont également affirmé avoir fait l'objet d'une campagne d'espionnage chinoise.
 - Tous sont reliés à l'Alliance interparlementaire sur la Chine un réseau d'élus dont certains membres ont été vivement critiqués par Pékin.
- F-X Bellamy a fait part de son intention de déposer plainte auprès de la section spécialisée J3 du parquet de Paris pour « introduction et maintien frauduleux dans un système de traitement automatisé de données ».
 - A ce moment, le président de la République, Emmanuel Macron, reçoit à Paris son homologue chinois, Xi Jinping.
- Si on peut se demander pourquoi “rien n'é été fait” malgré plusieurs alertes précédentes, les renseignements belges, en première ligne, font face à un défi immense.
 - Bruxelles serait l'une des places de renseignement les plus importantes au monde.
 - La difficulté tient au fait que l'on ne parle pas d'officier de renseignement, un fonctionnaire agissant sous couverture diplomatique.
 - Les agents nombreux et infiltrés sont illégaux, c'est-à-dire des gens sans couverture diplomatique.
 - Les Russes et les Chinois aussi seraient friands de cette pratique.
 - Il y a enfin les agents qui sont des sources, des citoyens européens recrutés par ces agents de renseignement.
 - Il serait question de dizaines de milliers de sources.
 - Un chiffre énorme si on le compare aux 37 000 agents de l'Union européenne en Belgique.

Actuellement moins prioritaires que le contre-terrorisme, de plus en plus de voix réclament un renforcement des services européens pour le contre-espionnage.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS

HABILLES POUR L'HIVER

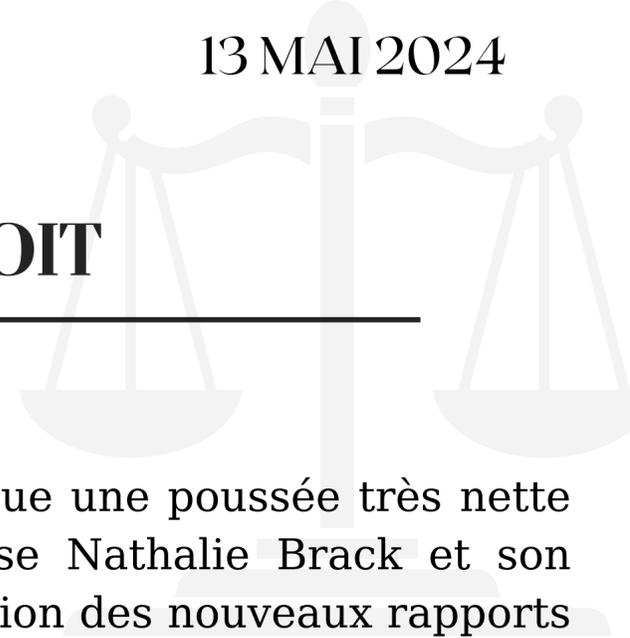
A un mois du verdict des urnes, le sort des différentes familles politiques alimente les spéculations. Un podcast d'Euractiv fait le point.

- La dynamique de la droite radicale s'affirme partout, même dans des pays jusqu'ici préservés, comme le Luxembourg, où la proximité du RN français fait tache d'huile, nous apprend Politico.
- Au Portugal, le parti d'extrême-droite Chega cherche à transformer l'essai des dernières législatives (cf. EIH 17/3/24 1 et 2).
- Ailleurs, les tendances déjà lourdes se confirment dans un climat de campagne de violence verbale, voire physique, comme à Dresde où l'agression d'un candidat SPD par des militants d'extrême-droite réveille de très mauvais souvenirs.
 - Il rappelle aussi le climat du référendum britannique qui avait coûté la vie à la députée travailliste Jo Cox.
 - L'AfD, encombrant partenaire radical d'un RN en quête de respectabilité au sein de l'extrême-droite européenne dispute la 2e place aux sociaux-démocrates (SPD) du chancelier Olaf Scholz.
- Aux Pays-Bas, encore à la recherche d'une coalition gouvernementale depuis que l'extrême-droite de Geert Wilders et son PVV ont gagné les élections parlementaires de novembre 2023 (cf. EIH 3/12/23), les partis modérés cherchent la parade.
- En France, malgré l'implication du président de la République, la tête de liste de la majorité présidentielle est en difficulté face à la dynamique de l'extrême droite.
 - Elle pourrait même se retrouver menacée par la liste PS- Place publique menée par Raphael Glucksmann.
- En Italie, la Première ministre Giorgia Meloni peut compter sur une opposition toujours fort divisée, et reste en tête malgré une légère poussée de la gauche du Partito democratico.
- En Pologne, la droite souverainiste et conservatrices du PiS en tête dans les sondages pourrait prendre sa revanche sur le gouvernement Tusk qui l'a détrônée en octobre dernier (cf. EIH 22.10.23).
- En Hongrie, en revanche, le Premier ministre Viktor Orbán invincible dans les urnes depuis 2010 fait face à un nouveau challenger, potentiellement plus dangereux que les précédents, car issu de son propre camp.

Quoi qu'il en soit, les observateurs se préparent à ce que les deux groupes de droite radicale et extrême (CRE et ID) se retrouvent au cœur des équilibres politiques du prochain Parlement européen.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS,

WEAR A HOLE

Quels seront les équilibres du prochain Parlement où est attendue une poussée très nette de la droite radicale ? Dans un article de fond, la chercheuse Nathalie Brack et son collègue de l'ULB Awenig Marié analysent les votes clés en fonction des nouveaux rapports de force potentiels, entre quête de normalisation des uns, manque de cohésion des autres et division des oppositions.

- Outre le déplacement du centre de gravité du Parlement vers la droite, toutes les conversations de la bulle européenne bruissent d'une autre spéculation : et si la première victime des nouveaux équilibres n'était autre que la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen?
 - En quête d'un nouveau mandat, celle-ci rencontre des difficultés, voire des oppositions, jusque dans sa propre famille politique (cf. EIH 6.05.24).
 - Alors qu'elle n'avait obtenu son investiture que de 7 voix en 2019, dans un Parlement européen dont les Libéraux étaient les "faiseurs de rois" et les Verts au pic de leur influence européenne, cette fois l'arithmétique sera clairement en sa défaveur.
 - Ceci explique ses ouvertures régulières à la Première ministre italienne, dont le soutien du groupe CRE s'avérerait ici crucial - mais sûrement contreproductif (cf. cf. EIH 5/5/24).
- Cette fragilité ouvre la voie aux candidatures alternatives, sur lesquelles Politico s'étend un peu.
 - Les noms du Premier ministre croate (A. Plenkovic) ou du président roumain (K. Iohannis), tous les deux membres du PPE mais de pays plus modestes en taille et en influence européenne permettraient d'envisager une Commission plus docile, sur le modèle de José Manuel Barroso (2004-2014).
 - En outre, la Croatie vient d'ouvrir la voie d'une alliance gouvernementale entre PPE et droite radicale à l'issue de ses élections parlementaires récentes, remportées par le centre-droit du Premier Ministre Plenkovic.
- La case "petit pays" et "Europe Centre-orientale" (sous-représentée dans les cercles de décisions européens) pourrait bien être cochée (avec celle "Femme") par la désignation de Kaja Kallas, Première ministre libérale estonienne, au poste de Haut-Représentant - un signal de défi à Moscou.
 - Kaja Kallas qui s'est vue distinguée par le président Macron, dont l'influence sur le processus sera déterminante.
 - Depuis deux ans, elle constitue indiscutablement une personnalité à suivre.

Alors qui ? (to be continued)...

EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, FRONT, WEAR THEM OUT

A l'Est, rien de nouveau ? Le front ukrainien est sous pression russe ; les nouvelles sont mauvaises, d'où qu'elles viennent.

- Malgré quelques notes positives : ainsi, les Slovaques ont-ils défié l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine décrété par leur premier Ministre R. Fico en organisant une campagne de financement participatif pour sponsoriser des munitions pour l'Ukraine.
 - En sept jours seulement, ils ont collecté 2,9 millions d'euros auprès de plus de 47 000 donateurs, selon le téléspecteur en direct sur leur site web.
 - Le prix d'un obus peut varier, mais il est d'environ 3 500 euros.
 - Cette campagne pourrait donc déjà permettre d'en acheter environ 800.
- Cette manifestation de solidarité directe a quelque chose de touchant, dans un contexte où le soutien à l'effort de guerre des Ukrainiens divise profondément les scènes politiques de ses alliés européens et américains.
 - En attendant la potentielle disruption d'une réélection de D. Trump à la présidence de la Fédération, le Congrès américain a fini par voter les crédits d'aide militaire à Kiev.
 - Mais l'implication des Occidentaux est-elle totale ?
 - La comparaison avec l'organisation du bouclier anti-missile qui protège Israël fait spéculer certains observateurs sur le parallèle - l'UE aurait-elle les moyens de sa volonté de puissance ?
- C'est probablement ce à quoi le président français a voulu répondre à travers ses déclarations, jugées parfois intempestives, sur l'envoi de troupes au sol en Ukraine.
 - Un "moment Macron" explique le think tank ECFR, dont le principal effet est de rappeler les Européens à la cohérence de leur engagement.
 - Accessoirement de restaurer l'autorité de la parole de la France dans cette partie de l'Europe la plus sensible au langage de fermeté à l'égard de Moscou.
 - Et faire oublier un passé de malentendus.

UKRAINE, FINANCEMENTS, G7 WEAR ON

Il ne suffit pas d'avoir des objectifs - faire abandonner l'entreprise d'invasion russe en Ukraine - il faut s'en donner les moyens. Pour les soutiens de l'Ukraine, le financement de leur solidarité reste un sujet épineux d'où cette solution qui semble faire de moins en moins peur : l'Occident va faire payer les armes de défense ukrainienne par la Russie.

- Le G7 a planifié un instrument financier qui, sur proposition américaine, devrait prélever dix ans de profits des actifs russes gelés déjà arrivés à maturité.
 - Cet argent servirait de garantie pour une obligation émise par une entité ad hoc afin de lever des fonds pour l'Ukraine.
 - Le G7 garantirait la dette.
 - On peut s'interroger sur le fait que si les grands pays donateurs à l'Ukraine - États-Unis, Allemagne et Royaume-Uni - veulent vraiment aider, ils pourraient simplement émettre des obligations de guerre classiques eux-mêmes.
 - Ceci peut amener à la conclusion que la structure financière dissimule de des désaccords persistants entre les occidentaux, ainsi qu'une marge politique et financière de plus en plus étroite.
 - Le plan américain pour le G7 est distinct du plan de l'UE visant à prélever 2,5 à 3 milliards d'euros par an sur les actifs russes.
 - Le plan du G7 permettrait de lever plus de fonds en s'appuyant sur les taux d'intérêt eux-mêmes.
- Le 8 mai 2024, les Vingt-Sept sont parvenus à « *un accord de principe* » sur un financement ayant pour origine les avoirs russes en euros.
 - Josep Borrell, avait alerté, en mars sur le fait que les sommes soient mobilisées rapidement envisageant un été décisif sur le front militaire.
 - Depuis l'invasion en 2022, 210 milliards d'euros d'actifs de la banque centrale de Moscou sont gelés et administrés par Euroclear, un organisme international de dépôts de fonds. Ces avoirs se trouvent pour la plupart en Belgique.
 - Ce groupe a pu en tirer des revenus totalisant l'an dernier 4,4 milliards d'euros.
 - Les Echos relatent que 90 % des revenus produits alimenteront la Facilité européenne pour la paix, qui finance des achats d'armes, et les 10 % restants seront versés à la Facilité pour l'Ukraine qui doit contribuer au redressement du pays.
 - "Les 3 milliards annuels sont une goutte d'eau face à 200 milliards pour aider l'Ukraine à l'emporter », a réagi sur X le ministre estonien des Affaires étrangères Margus Tsahkna.

Pour rappel, la Banque mondiale évalue à plus de 486 milliards de dollars le coût pour reconstruire l'Ukraine dévastée par plus de deux années de guerre.